



Exécution et financement des travaux d'isolation de façades le long des RD 104N dans la traverse de Loriol-sur-Drôme et RD 11 dans la traverse de Montélimar

Convention de financement Département / Propriétaire

ENTRE

Le Département de la Drôme, dont le siège est à VALENCE (26026) 26 Avenue du Président Herriot, représenté par la Présidente du Conseil départemental, Madame Marie-Pierre MOUTON, agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 30 mars 2020.

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

ET

Monsieur/ Madame

Domicilié(e)(s) :

Numéro de téléphone :

Courriel :

Propriétaire du logement situé:

(copie du dernier avis d'imposition de taxes foncières disponible en annexe 1)

ci-après dénommé « le Propriétaire » d'autre part,

Le Département et le propriétaire étant ci-après collectivement désignés par « les parties ».

Considérant que

- le Conseil Départemental a décidé par délibération de la Commission Permanente du 26 février 2018 de lancer une opération complémentaire de résorption des points noirs bruit (PNB) sur deux secteurs situés le long des RD 104N dans la traverse de Loriol-sur-Drôme et RD 11 dans la traverse de Montélimar,
- et qu'il bénéficie, pour cela, par convention de financement, numéro 1317C0032, notifiée en date du 30 octobre 2013 et par avenants à cette convention, n°1 notifié en date du 9 septembre 2016 et n°2 notifié en date du 21 décembre 2017, d'une aide de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) au titre du Fonds Bruit décidé dans le cadre du Grenelle de l'Environnement,

La présente convention comporte 6 annexes numérotées de 1 à 6.

Il est d'abord exposé ce qui suit :

Les locaux qui font l'objet de la présente convention sont situés dans une zone en situation de point noir du bruit routier dû à la RD 104N dans la traverse de Loriol-sur-Drôme, ou la RD 11 dans la traverse de Montélimar. Ils sont utilisés en tant que logement au sens de l'article 2 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières. Des études ont été effectuées par le Département de la Drôme pour remédier à ces nuisances sonores. Elles ont conduit à retenir une solution consistant à remplacer les fenêtres des bâtiments sur les façades concernées.

L'ADEME et le Département prennent en charge le financement de 90% (80% pour l'ADEME et 10% pour le Département) le montant de et sa date d'autorisation de construire est antérieure au 6 octobre 1978, condition d'antériorité définie par le système d'aide de l'ADEME approuvé en Conseil d'Administration de l'ADEME le 11 février 2009. Le financement des 10% restant ainsi que le dépassement du plafond précité est à la charge du propriétaire. Le propriétaire (de l'immeuble ou du logement) a décidé de faire réaliser les travaux mentionnés à l'article 2 et décrits à l'annexe 3 de la présente convention.

À cette fin, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

L'habitation concernée par la présente convention est riveraine de la RD dans la traversée de la commune de et sa date d'autorisation de construire est antérieure au 6 octobre 1978, condition d'antériorité définie par le système d'aide de l'ADEME approuvé en Conseil d'Administration de l'ADEME le 11 février 2009.

Cette habitation est soumise également à un niveau de bruit induit par le trafic routier qui est supérieur aux seuils définis par le système d'aide de l'ADEME approuvé en Conseil d'Administration de l'ADEME le 11 février 2009.

Elle réunit donc les deux conditions du droit à protection.

Aussi, le Département propose au propriétaire de subventionner le financement des travaux d'insonorisation des ouvertures exposées, présentées dans l'article 2, à condition qu'ils répondent aux objectifs acoustiques fixés.

L'objet de la présente convention est de définir la nature des travaux d'isolation de façades du logement concerné, les modalités de prise en charge financière de ces travaux et de contrôle par le Département des résultats acoustiques attendus.

Article 2 – Présentation des travaux pris en charge par le Département

Le propriétaire accepte le type, la nature et le principe des travaux d'insonorisation détaillés dans le descriptif en annexe. Seules les pièces principales et les cuisines qui subissent en façade un niveau de bruit induit par le trafic routier supérieur aux seuils définis à l'article 1 entrent dans le cadre de la présente convention.

Les travaux doivent être effectués par une entreprise en situation fiscale et sociale régulière. Les entreprises consultées sont obligatoirement des entreprises spécialisées en rénovation et ayant fait leur preuve sur des chantiers similaires.

Le propriétaire a effectué une consultation privée auprès de plusieurs entreprises spécialisées afin de vérifier les qualités techniques de chacune d'entre elles et d'obtenir le meilleur prix. Il s'est assuré également de leur situation fiscale et sociale. Le devis de cette entreprise a préalablement été fourni à l'assistant à maîtrise d'ouvrage (voir définition article 3) pour validation et accord.

Le Département prend à sa charge le financement des dits travaux :

- à hauteur de 90%, si leur montant est inférieur au montant calculé à partir des plafonds définis par l'arrêté du 3 mai 2002 et repris dans les dispositions du système d'aide de l'ADEME approuvé en CA le 11 février 2009 ;

- à hauteur de 90% du montant plafond dans le cas contraire.

Le logement concerné par la présente convention est un logement individuel comprenant pièces principales impactées par le bruit.

Les travaux consistent à :

- Déposer les ouvrants existants et en installer de nouveaux écoulements acoustiques. Les anciens dormants seront conservés ou enlevés au cas par cas.
- Créer des entrées d'air acoustiques sur menuiseries afin de ne pas compromettre les flux d'air nécessaires à son renouvellement.

Aucuns autres travaux concernant l'insonorisation de façade de cette construction ne sont pris en charge par le Département.

Ne pourront pas être pris en compte au titre des travaux :

- les volets électriques, persiennes à projection, rideaux d'occultation solaire,
- les dispositifs de mise en place des rideaux et voilages en cas de non réutilisation des anciens; la réutilisation sera à privilégier,
- les systèmes de fermetures (poignées de porte, crémones, etc.) d'une gamme demandée par le propriétaire supérieure à celle proposée par l'entreprise retenue,
- le déplacement ou le démontage de mobilier nécessaire à la mise en oeuvre des nouvelles menuiseries,
- les systèmes anti-vandalisme mis en oeuvre sur les huisseries (grille, barreaudage, etc.),
- tous travaux supplémentaires n'entrant pas dans le cadre de la résorption des nuisances sonores.

Toutefois, sont pris en compte les travaux de remise en état des tapisseries, autres revêtements muraux ou de sol, à condition que leur dégradation soit consécutive aux travaux d'insonorisation réalisés, tout élément susceptible de satisfaire aux conditions initiales de sécurité, notamment certaines prescriptions réglementaires concernant la ventilation des locaux où fonctionnent des appareils à gaz ou hydrocarbures liquéfiés, ou nécessaire dans le cadre des travaux pour obtenir l'isolement acoustique demandé.

En outre, ces travaux ne comprennent en aucune façon les réparations qui pourraient s'avérer nécessaires en raison de la vétusté ou du mauvais état d'entretien de la construction. Si des travaux préalables sont nécessaires, ils devront être exécutés et pris en charge par le propriétaire dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification de la présente convention au propriétaire.

Article 3 – Maîtrise d'ouvrage et assistance à maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des travaux décrits à l'article 2 est le propriétaire de l'habitation.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par le bureau d'études ORFEA. Il est rémunéré par le Département et mis à la disposition du propriétaire.

Il a une mission d'assistance technique au propriétaire pour la consultation d'entreprises qualifiées pour les travaux et le choix de l'entreprise retenue. Il a également pour mission de suivre le bon déroulement des travaux. Il vérifiera que le devis présenté par l'entreprise est en rapport avec les objectifs acoustiques définis en annexe 2 de la présente convention et contrôlera le respect de la mise en oeuvre des huisseries.

Il réalisera un procès-verbal de réception attestant du parfait achèvement des travaux dans les conditions définies à l'article 8 de la présente convention et rendra compte du bon déroulement de l'opération au Département.

Article 4 - Désignation de l'entreprise chargée des travaux

L'entreprise retenue est la suivante :

Le devis détaillé des travaux de l'entreprise est annexé à la convention (annexe 4) et **doit être signé par le propriétaire.**

Article 5 – Conditions financières

Le montant total des travaux d'insonorisation visés à l'article 2 est celui présenté sur le devis

Soit € TTC (T.V.A. à 5,5 %).

Le montant plafond s'élève à € TTC

Le montant de la subvention s'élève à 90 % du montant du devis accepté dans la limite de 90 % du montant du plafond ci dessus,

Montant de la subvention € TTC

Reste à la charge du propriétaire = € TTC.

Modalités de paiement

Le montant des travaux retenu est ferme non actualisable et non révisable.

Le paiement des travaux est établi en deux temps :

1 - A la prise de commande

- Le propriétaire passe commande des travaux à l'entreprise par versement d'un acompte correspondant à son reste à charge (ci-avant défini). Ce versement est à effectuer directement à l'entreprise retenue, dans un délai de sept jours suivant la signature de la présente convention et du devis proposé (valant passation de commande).
- Dès réception de cet acompte l'entreprise adresse un reçu (facture d'acompte ou autre) au département accompagné de son RIB (annexe 6).
- A la réception du reçu le Département versera à l'entreprise un acompte égal à 30 % du montant des travaux moins l'acompte versé précédemment par le propriétaire, grâce à l'indication de paiement présentée en annexe 5.

2 - A la réception des travaux, après contrôle des travaux et des isolements acoustiques, et rédaction du procès verbal de réception des travaux par l'assistant à maîtrise d'ouvrage, ORFEA transmettra le procès verbal de réception des travaux valant « certificat du service fait » au Département.

Le Département versera à l'entreprise le solde soit 70 % du montant des travaux.

Si l'isolement requis n'a pas été atteint, des travaux complémentaires devront être entrepris aux frais de l'entreprise comme indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (annexe 3) le liant avec le propriétaire.

Article 6 – Exécution

Les dates de démarrage et de réception des travaux sont arrêtées d'un commun accord entre le propriétaire, l'occupant des lieux et l'entrepreneur. Les travaux devront être réalisés dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la notification de la convention signée par les parties.

Si au bout de 8 (huit) mois après la signature de la présente convention, les travaux (ou travaux complémentaires) n'ont pas été entrepris ou n'ont pas atteint l'objectif fixé, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à effectuer ces travaux et la subvention sera de fait caduque.

Article 7– Règlement des litiges

Dans le cas d'un désaccord avec l'entreprise sur la nature ou les performances acoustiques des travaux, une réception partielle des travaux sera prononcée. Si les réserves ne peuvent pas être levées rapidement, un avenant, établi par le bureau d'études ORFEA entre les parties, précisera alors les nouvelles conditions financières de prise en charge des travaux par le Département.

Article 8 – Conditions administratives

Le propriétaire, maître d'ouvrage des travaux, accepte cette qualité et toutes les responsabilités qui en découlent.

Ces travaux seront réalisés sous l'entière responsabilité du propriétaire maître d'ouvrage. Il lui appartiendra de décider d'un quelconque recours en cas de litige avec l'entreprise. Le Département ne pourra en aucun cas se substituer au requérant.

Le Département intervient uniquement en tant qu'organisme financeur. Le maître d'ouvrage sera le propriétaire. Le Département ne pourra se prévaloir d'engager la responsabilité de celui-ci en cas de problème intervenant pendant l'exécution des travaux ou après réalisation de ceux-ci.

La réception des travaux, à laquelle participent le propriétaire, l'assistant à maîtrise d'ouvrage (ORFEA) et l'entrepreneur, fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire, qui sera signé par les trois parties sous réserve de vérification des isollements acoustiques par le bureau d'études ORFEA conformément à la norme NFS 31-057 de octobre 1982, « Vérification de la qualité acoustique des bâtiments » mise à jour par la NFS EN ISO 10052 de septembre 2005 et la norme NF EN ISO 140-5 de décembre 1998 : « Mesure de l'isolation acoustique des immeubles et des éléments de construction. Partie 5: Mesurage in situ de la transmission des bruits aériens par des éléments de façade et les façades. »

Ce procès-verbal aura valeur de « bon à payer » si la réception est prononcée conforme sur le plan acoustique par ORFEA et sans aucune réserve de la part du propriétaire.

Le propriétaire s'engage à laisser pénétrer les représentants du Département ou du bureau d'études ORFEA dans les pièces traitées chaque fois qu'ils le jugent nécessaire et ce jusqu'à la signature du procès-verbal de réception des travaux. Le propriétaire s'engage à faire respecter cette clause par l'occupant des lieux.

Article 9 – Validité et responsabilité

Par la signature de cette convention, le propriétaire renonce à toute réclamation portant sur les nuisances sonores induites par la circulation routière auxquelles est exposée son habitation. Cette clause pourra être remise en cause en cas de modification ultérieure significative de la route départementale riveraine au sens du décret du 9 janvier 1995 de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ou en cas de modification des textes en vigueur si cette modification est rétroactive.

Le droit à protection s'appliquant à l'habitation du propriétaire, celui-ci s'engage à informer, lors d'une mutation de son bien à titre onéreux ou gratuit, le nouveau propriétaire du présent engagement, qui ne peut être remis en cause.

Article 10 – Renonciation à déduction d'impôt ou à déduction fiscale

Comme il bénéficie d'une subvention du Département, le propriétaire ne pourra se prévaloir des travaux réalisés dans le cadre de la présente convention pour obtenir des déductions fiscales de quelque nature que ce soit sur la part des travaux subventionnés.

Toutefois, il est invité à prendre contact avec les services fiscaux concernant la part des travaux restant à sa charge.

Article 11 – Sincérité des informations contenues dans cette convention

Le propriétaire certifie que tous les renseignements contenus dans cette convention sont exacts.

Article 12 – Enregistrement

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à la formalité.

Article 13 – Annexes

1. Copie du dernier avis d'imposition de taxes foncières
2. Diagnostic (rapport d'audit acoustique et thermique)
3. Cahier des Clauses Techniques Particulières (à signer)
4. Devis de l'entreprise retenue
5. Indication de paiement
6. RIB de l'entreprise

Article 14 – Destination des différents documents transmis

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Type de document	Destination	Observations
Diagnostic	A conserver par le propriétaire de l'habitation concernée	Transmis en novembre 2019
Convention	A retourner signée au Département	Si accord du propriétaire
Indication de paiement	A retourner signée par le propriétaire et l'entreprise au Département	Si accord du propriétaire et de l'entreprise
Cahier des Clauses Techniques Particulières	A retourner signé au Département	A signer par le propriétaire et l'entreprise (vaut contrat de travaux avec le devis)
Devis	A retourner signé à l'entreprise retenue, avec l'acompte. copie au Département	Si accord du propriétaire. Cela vaut passation de la commande
Reçu de l'acompte du propriétaire et RIB de l'entreprise	A retourner par l'entreprise au Département	Dès réception de l'acompte par l'entreprise

Article 15 – Diffusion

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

Fait le....., en deux (2) exemplaires originaux

Le propriétaire
Écrire en manuscrit le(s) nom(s) et prénom(s)
Suivi(s) de la signature

Pour le Département
La Présidente du Conseil départemental

Marie-Pierre MOUTON

Annexes à la convention

1. Copie du dernier avis d'imposition de taxes foncières
2. Diagnostic (rapport d'audit acoustique et thermique)
3. Cahier des Clauses Techniques Particulières
4. Devis de l'entreprise retenue
5. Indication de paiement
6. RIB de l'entreprise

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Annexe 1 - Copie du dernier avis d'imposition de taxes foncières

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Annexe 2 - Diagnostic (rapport d'audit acoustique et thermique)

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Annexe 3 - Cahier des Clauses Techniques Particulières

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

 SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Annexe 4 - Devis de l'entreprise retenue

Annexe 5 - INDICATION DE PAIEMENT

Conformément à la convention signée le / /, entre :

Le Département de la Drôme, dont le siège est à VALENCE (26026) 26 Avenue du Président Herriot, représenté par madame Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil Départemental, d'une part,

et Monsieur, d'autre part

Je, soussigné Monsieur demande à Monsieur le Payeur Départemental, que soit versé directement à l'entreprise le montant de la subvention qui m'est allouée, soit€, dans les conditions définies ci-après :

- Un acompte égal à 30 % du montant des travaux moins l'acompte versé par le propriétaire versé directement à la commande soit€.
- Le solde versé après transmission au département du procès verbal de réception des travaux, correspondant à 70 % du montant des travaux soit€.

L'entreprise reconnaît avoir pris connaissance de cette indication de paiement et accepte ce mode de paiement.

Fait à , le / /

.....

Le propriétaire

Pris connaissance à , le / /

.....

L'entreprise.

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_26-DE

Annexe 6 - RIB de l'entreprise